

Mobilisé.es !

Après un mois de débats de grande qualité, les adhérents du Parti Socialiste se sont prononcés le 15 mars sur les quatre textes d'orientation qui leur étaient soumis.

Dans le Finistère, comme dans le reste du pays, les adhérents ont pu prendre connaissance des textes et participer à des Assemblées générales de présentation et même échanger directement avec les premiers signataires des textes. Trois sur quatre sont venus dans le département : Olivier Faure le 8 février, Emmanuel Maurel, une semaine plus tard, le 15 février et Stéphane Le Foll le 14 mars, la veille du scrutin, avant de se rendre dans le Morbihan.

En outre, des Assemblées générales de présentation se sont tenues à Brest, Quimper, Morlaix, Douarnenez, Le Relecq-Kerhuon, Quimperlé et Châteaulin.

Enfin, une assemblée fédérale s'est tenue le 10 mars à l'espace François Mitterrand à Pont-de-Buis. Sans compter le débat télévisé du 7 mars.

S'il n'était pas possible de savoir pour quel texte les adhérents allaient se prononcer, il était en revanche permis d'envisager une « bonne » participation au vu du nombre d'adhérents qui se sont déplacés pour participer à ces rencontres. Alors que 339 d'entre-deux avaient voté le 28 septembre pour la feuille de route de la Refondation, ils étaient 484 à avoir participé au vote pour le binôme François Cuillandre/Marion Maury. Le 15 mars, ce sont 563 socialistes qui se sont déplacés pour choisir entre les quatre textes qui leur étaient proposés.

« Il n'était pas écrit, il y a deux mois, que les militants seraient si nombreux



Le congrès de la Refondation

à se mobiliser et adresser un message aussi clair pour la renaissance, leur renaissance, notre renaissance », a rappelé Olivier Faure au lendemain du vote des militants. « Dans cette mobilisation je veux voir le signe d'un parti vivant. Affaibli, c'est vrai, mais debout, dont les militants ont soif de rassemblement et de nouvelles aventures collectives. Je mesure le chemin parcouru. Je mesure aussi le chemin qui reste à parcourir. Nous avons déçu, nous devons maintenant regagner la confiance de nos concitoyens en prouvant que nous avons changé. »

Pour Rachid Témal, encore Premier secrétaire pour quelques jours, « demain, nous devons être à la hauteur de cet espoir. Tout nous y oblige, collectivement et individuellement. Collectivement, car nos divisions doivent disparaître et nous devons aller vers ce qui a déjà fait notre force et notre singularité : travailler ensemble au service des Français et des Françaises. Individuellement, car nous sommes, chacun et chacune, les garants du respect de ces hommes et de ces femmes qui mettent leurs convictions les plus profondes entre les mains du Parti Socialiste et qui se mobilisent en son sein ».



La colère

La détermination des manifestants qui sont descendu.es dans la rue le 15 mars, pour dénoncer la politique du gouvernement à l'encontre des retraité.es, était vraiment perceptible.

Ils et elles n'ont rien cassé et peu d'entre eux scandaient des slogans. Mais c'est d'un pas décidé qu'ils se sont rendus devant les permanences des parlementaires LREM. Prévenu.es depuis plusieurs jours, les député.es LREM n'ont pas daigné les recevoir. C'est leur droit. Mais ils et elles seraient bien inspiré.es d'alerter le gouvernement sur la colère qui monte.

D'autant qu'Emmanuel Macron aurait déclaré qu'il ne la sent pas. Sans doute ne rencontre-t-il que des Français premiers de cordée ? Mais il est temps d'entendre ce que disent les autres.

PS29

Chiffre de la semaine

70,31 %

C'est le score réalisé par Joël Aviragnet, candidat socialiste, au second tour de la législative partielle de la 8^e circonscription de Haute-Garonne.

Les raisons de la colère

Le 15 mars, plusieurs milliers de personnes sont descendues dans les rues du Finistère à l'appel d'organisations syndicales et de mouvements de retraités (CGT, FO, CFTC, CFE-CGC, FSU, Solidaires, GGR-Fonction Publique, LSR) et UNSA. À Brest, Quimper, Landerneau, Morlaix, Châteaulin, Pont-l'Abbé et Concarneau les cortèges se sont rendus vers les permanences des députés LREM pour leur remettre une motion. À ces occasions, un texte a été lu.



Des retraités déterminés

« **F**in janvier, de nombreuses personnes retraitées ont fait le constat d'une baisse de leur pension en découvrant les chiffres portés sur leurs virements bancaires.

La CSG a augmenté de 1,7 point. Une augmentation de 25% pour plus de 10 millions de retraités, provoquant une baisse nette des pensions de plusieurs centaines d'euros par an.

Pour faire passer la pilule, le gouvernement nous dit que cela ne touche pas les petites retraites c'est faux.

Un couple de retraités l'un touchant 970 euros de pension par mois, l'autre 1 010 euros, tous deux en dessous du seuil de pauvreté, perdent ensemble 34 euros par mois et 404 euros par an.

« Les retraité.es n'ont pas attendu le Président Macron pour faire preuve de solidarité. »

Le gouvernement met en avant le déficit budgétaire provoqué par lui-même pour imposer de la rigueur et de l'austérité à la population retraitée déjà fortement lésée par des mesures fiscales. C'est dans ce cadre qu'intervient la hausse de la CSG.

L'ensemble des retraités a connu les blocages des pensions, des sous indexations, mais jamais aucun gouvernement n'avait jamais osé une telle amputation ! »

Cet effort serait « pour les jeunes générations ». Mais les retraité.es n'ont pas attendu le Président Macron pour faire preuve de solidarité. Ils et elles aident de plus en plus leurs enfants et petits-enfants qui se trouvent très souvent en situation professionnelle précaire, ils participent aussi

bénévolement à des activités pour pallier les carences de l'État contribuant ainsi à la cohésion de notre société. Personne n'ose imaginer à quoi ressemblerait notre pays si les retraité.es décidaient de faire la grève de leurs activités bénévoles dans les associations caritatives, culturelles ou sportives.

D'autres choix budgétaires sont donc possible, alors que le gouvernement accorde avec la suppression de l'ISF des exonérations et réduction d'impôts de 4,5 milliards aux plus riches qui n'ont jamais gagné autant d'argent.



Une forte mobilisation dans le Finistère

La France est aussi le pays d'Europe à avoir versé le plus de dividendes à leurs actionnaires.

Le 15 mars, n'était qu'une étape dans la mobilisation des retraités. « La colère, le désappointement, l'injustice montent de toute part, sachons montrer toute cette colère qui s'exprime en mobilisation », ont rappelé les organisateurs de ces rassemblements.

Précisions



Le Parti Socialiste, par la voix de Marc-Pierre Mancel, secrétaire national chargé de la Santé, de la Protection sociale et de la Famille, a appelé le gouvernement à entendre la colère des retraités.

La communication gouvernementale a laissé entendre que la hausse de

l'impôt ne devait pas concerner les retraités exonérés ou assujettis au taux réduit de CSG, c'est-à-dire percevant une pension mensuelle inférieure à 1 200 euros. « Mais en réalité, c'est le revenu fiscal de référence qui est pris en compte pour déterminer ce plafond », précise Marc-Pierre Mancel. « Dans le cas d'une personne vivant seule, il est, en effet, fixé en 2017 à 1 200 euros par mois mais dans le cas d'un couple, il ne dépasse pas 1 838 euros mensuels. Autrement dit, si chacun des membres perçoit une retraite de 920 euros, les deux pensions subissent l'augmentation de la CSG.

Il en va de même si l'un des époux bénéficie d'une pension de 1 300 euros et l'autre de 540 euros. »

Le gouvernement affirme également que cette hausse sera compensée par la suppression progressive de la taxe d'habitation. Mais les retraités, et plus encore les retraités isolés, savent que cette manne financière retirée aux communes impactera nécessairement la qualité et la présence des services publics de proximité dans les territoires.

Le gouvernement Macron-Philippe accumule, depuis le début du quinquennat, les mesures défavorables aux retraités (baisse des APL, augmentation du forfait hospitalier, hausse des tarifs du gaz...) et plus généralement aux classes moyennes et populaires, au nom de la solidarité avec les générations futures - omettant que celle-ci est déjà à l'œuvre, notamment via l'engagement des retraités dans la vie sociale (associations, garde d'enfants...). Le Parti Socialiste n'a pourtant pas entendu le gouvernement invoquer le même type d'argument au moment de voter la suppression de l'ISF pour les grandes fortunes ou d'instaurer une « flat tax » favorable aux revenus du capital.

Paul Rousseau, un homme exemplaire

Paul Rousseau nous a quitté le 12 mars. Il laisse à tous ceux qui l'ont connu le souvenir d'un homme juste et d'un militant exemplaire.

«Il était toujours disponible, efficace et sympathique», se souvient Gilbert Le Bris. L'ancien maire de Concarneau ne tarit pas d'éloge sur celui qui fut conseiller municipal délégué à la Sécurité. «Après des policiers et des pompiers, il était à la fois l'avocat de la commune mais il savait aussi faire remonter les préoccupations de ceux qui ont pour tâche de garantir la sécurité des habitants».

Mais avant de venir s'installer à Concarneau, en 1985, Paul Rousseau fut l'un de ceux qui sauva l'honneur de la Police.

Le 17 octobre 2011, à Clichy, à l'invitation du maire Gilles Catoire, Paul Rousseau avait été distingué à l'occasion du 50^e anniversaire du

drame qui entraîna la mort de nombreux Algériens.

Le 17 octobre 1961, une manifestation pacifique avait été réprimée avec une violence inouïe par la police aux ordres de Maurice Papon, de triste mémoire, et de Roger Frey, ministre de l'Intérieur. Tabassés, jetés dans la Seine, parqués dans des stades, le nombre de morts, longtemps



Disponible, efficace et sympathique

tu, dépassa largement la centaine. **«Paul Rousseau, alors policier et syndicaliste, avait refusé de cautionner ce massacre, sur lequel bien des forces se sont unies pour imposer le silence et l'oubli»**, avait rappelé Gilbert Le Bris, en sa qualité de député. Il a été sanctionné par sa hiérarchie mais, en agissant pour la vérité, reconnue depuis, il a sauvé son honneur et sans doute celui d'une partie de la police de l'époque.

«Les temps étaient troublés certes, mais rien ne justifiait ces atteintes aux droits de l'homme et un déferlement de violence, une "houle de haine", acceptée voire favorisée, par toute la chaîne de commandement», avait rappelé le député de la 8^e circonscription. 50 ans après, la France se devait tout simplement de reconnaître ce qui s'est déroulé, car l'Histoire est faite d'ombres et de lumières, mais les relations avec l'Algérie doivent se faire sur la base d'une franchise réciproque.

Les socialistes ont voté

François Cuillandre a, dans un communiqué publié au lendemain de ce vote, commenté ce scrutin interne.

«Au lendemain du vote sur les textes d'orientation pour le congrès du Parti Socialiste, je tiens à exprimer ma satisfaction : la rénovation est bel et bien engagée. Avec 563 votants, la Fédération du Finistère a retrouvé des couleurs. L'ex-Premier secrétaire fédéral avait cru bon d'ironiser sur "l'astre mort" que serait devenu le Parti Socialiste. Les adhérents du PS lui ont apporté un démenti cinglant. Il est vrai qu'il avait laissé derrière lui un tas de cendres. Mais nous avons su, collectivement, ranimer la braise et remettre la Fédération

à sa place : en haut, à gauche.

Tout le monde sait que je soutenais Stéphane Le Foll. Je salue son sens des responsabilités. Comme il l'a toujours dit, sa candidature s'inscrivait dans une volonté de reconstruire le parti social-démocrate dont la gauche et la France ont besoin. Il ne s'agissait en aucun cas d'une démarche personnelle.

Ce vote n'est qu'une étape et nous devons aborder les échéances, les unes après les autres. Cependant, les socialistes ont montré hier soir, leur détermination et leur sens des responsabilités. C'est de bon augure pour l'avenir.»

| Inscrits | 1384 | | | | | | | |
|--------------------------------|------|---------|---------------------------|------|---------|--------------------------|------|---------|
| Votants | 563 | | | | | | | |
| | Voix | % | Rapport activité national | Voix | % | Rapport activité fédéral | Voix | % |
| Texte 1 L. Carvounas | 16 | 2,84 % | Pour | 299 | 53,11 % | Pour | 336 | 59,50 % |
| Texte 2 S. Le Foll | 168 | 29,84 % | Contre | 50 | 8,86 % | Contre | 33 | 5,86 % |
| Texte 3 O. Faure | 258 | 45,83 % | Abstention | 203 | 36,06 % | Abstention | 178 | 31,60 % |
| Texte 4 E. Maurel | 114 | 20,25 % | | | | | | |

Agenda

24 mars

Congrès fédéral
salle du Roudour
à St-Martin-des-Champs.

29 mars

Vote en sections pour le
ou la Premier.e secrétaire
fédéral.e et national.e et
pour les secrétaires
de sections.

Cap Finistère Le Breton Socialiste

CPPAP 1222 P 11428
N° 1221 - Vendredi 23 mars 2018
www.ps29.org - cap-finistere@wanadoo.fr
26 B, rue Aristide-Briand - 29000 QUIMPER
Tél. 02 98 53 20 22

Directrice de la publication : Rachel NICOLAS

Rédacteur en chef : Jean-Yves CABON
Tél. 02 98 43 44 39
13, rue de Portzmoguer - 29200 BREST

Impression : Presses Associatives du Finistère
Tél. 02 98 43 11 44

S'abonner

Nom :

Prénom :

Adresse :

.....

.....

Abonnement papier

Abonnement numérique

..... @

Adhérents : 25 euros (papier) ;

20 euros (numérique)

Non adhérents : 50 euros (papier) ;

35 euros (numérique)

Chèque à l'ordre de :
ADFFFPS



Au travail!

À quoi doivent s'attendre les adhérents du PS avec Olivier Faure à la tête du parti? Ils le sauront avec précision après le 29 mars, jour de son élection. Stéphane Le Foll, dont le texte d'orientation était arrivé en deuxième position et qui était, par conséquent, le seul autre à pouvoir présenter sa candidature au poste de Premier secrétaire national a, en effet, fait savoir dès le 16 mars qu'il retirait sa candidature.

Cependant, dans son texte d'orientation et dans les réunions qu'il a animé, Olivier Faure a indiqué comment il entend remettre le PS au travail. C'est le 8 février qu'il est venu à la rencontre des adhérents du Finistère, à Brest. Et il est vraiment venu à leur rencontre, puisqu'au lieu d'intervenir pour présenter le texte dont il était le premier signataire, il a commencé par leur donner la parole. Au fil de ses réponses, celui qui sera dans quelques jours le Premier secrétaire du Parti Socialiste a donné, dans les grandes lignes, la feuille de route qu'il entend proposer aux socialistes.

D'abord, le premier rendez-vous sera une convention consacrée au bilan du quinquennat précédent. N'est-ce pas risqué de commencer par cette question ont demandé quelques militants? Peut-être. Mais elle doit être traitée en priorité a expliqué le premier signataire du texte *Socialistes, le chemin de la renaissance*. En outre, le débat a déjà été largement engagé durant les forums de la Refondation et les adhérents ont su faire preuve de lucidité en imputant les défaites électorales du printemps 2017 à des erreurs collectives.

« Il y a quelques années, nous avons mené une campagne contre la droite sur le thème "Ils ne vous entendent pas, votez plus fort !" », a rappelé Olivier Faure. Après les deux claques données par les électeurs à la Présidentielle et aux Législatives, il n'est pas possible que les socialistes n'analysent pas les raisons de leur échec. Il est donc essentiel de commencer le travail de rénovation par un retour sur le dernier quinquennat à la fois pour déterminer ce qui doit être mis à l'actif de François Hollande mais aussi pour tirer les leçons des erreurs qui ont été commises. **« On ne peut pas se tourner vers les Français sans leur montrer que nous avons compris les messages qu'ils nous ont adressés », a insisté Olivier Faure.**

Une fois ce bilan tiré, des conventions thématiques seront organisées. **« Je ne serais pas un Premier secrétaire qui sait tout »,** a prévenu Olivier Faure. Cependant, il a fixé la méthode de travail qui doit permettre au Parti Socialiste de se remettre au travail. Le programme sera écrit collectivement, par les socialistes mais aussi par toutes celles et tous ceux qui veulent apporter leur pierre à l'édifice qu'ils vont reconstruire.

Sur un certain nombre de thématiques, des débats seront organisés avec les adhérents et des experts. Les enjeux seront présentés et des scénarios seront proposés.

Enfin, à l'issue de ce processus, lorsque les socialistes auront réfléchi sur un certain nombre de thématiques, une convention des conventions sera organisée pour hiérarchiser les priorités. On peut imaginer que pour chaque thème les adhérents demandent des créations de postes de fonctionnaires ou des augmentations de budgets. Mais un projet sérieux ne saurait se contenter d'être une juxtaposition de demandes catégorielles.

Pour être crédibles, les socialistes devront montrer une ligne et définir les dossiers qui seront prioritaires.



Cette méthode a l'avantage de remettre le PS au travail, d'impliquer les sympathisants, mais aussi de constituer le corps électoral de la Primaire qui désignera le ou la candidat.e qui représentera le Parti Socialiste. En effet, il ne sera pas possible, comme en janvier 2017, de payer un euro pour pouvoir désigner, ou plutôt éliminer, le candidat socialiste, et ensuite soutenir quelqu'un d'autre.

Là, il faudra au moins s'être impliqué dans la préparation du projet pour pouvoir participer à la désignation du ou de la candidat.e qui le portera devant les électeurs.

Ce processus national ne doit pas occulter la capacité d'action des fédérations qui sera renforcée dans une logique décentralisatrice.